

2012, l'année de tous les chocs

Pour le pire, en attendant le meilleur



Jamais on n'a autant parlé de chocs qu'en 2012. Que ce soit pour les déplorer, les redouter ou même pour les... souhaiter comme pour le plus célèbre d'entre eux – le fameux “choc de compétitivité” ! On le sait bien : en médecine, le choc fonctionne de façon ambivalente, il peut être traumatisme ou thérapie. Avec, dans les deux cas, comme le disait le psychanalyste Jacques Lacan, un point commun : “le réel, c'est quand on se cogne”.

A cette aune, la France se sera sévèrement cognée dans le dur en 2012, de Toulouse à Marseille en passant par Aulnay ou Grandange et le siège de l'UMP à Paris. Avec à la clé cette question – “Mais dans quel pays vivons-nous ?”- posée partout, du café du commerce à l'hémicycle de l'Assemblée nationale en passant par les salles de rédaction. Jusqu'ici, rares sont ceux qui ont réussi à répondre de façon satisfaisante à cette interrogation identitaire. Il n'y a pourtant pas d'avenir possible pour le pays sans cet exercice nécessaire de nommer les choses. Fût-ce de façon rétrospective...

Mafia ! Armée ! Corruption ! Un pays du tiers-monde en proie à des convulsions aussi dramatiques qu'ordinaires ? Non, la France en 2012 ! C'est – en forçant à peine – ce qu'un observateur étranger branché sur les “breaking news” de l'information en continu tricolore pourrait croire. Ce n'est pas pure caricature. L'appel au secours de l'armée d'une élue marseillaise, l'assimilation du plus grand parti de l'opposition à l'hydre napolitaine par l'un de ses plus illustres généraux, l'annonce de la fermeture d'une usine d'automobiles d'une marque emblématique du savoir-faire industriel français, ou sur un tout autre plan, atroce et insupportable celui-là, la tuerie d'enfants dans une école à Toulouse... tous ces faits, références ou tragédies, inimaginables hier ont bel et bien eu lieu en France, chez nous, au

cours des douze derniers mois. Faisant du millésime 2012 l'année, non pas d'un seul choc comme en 2011 avec l'affaire DSK, mais celle "de tous les chocs". Rappel à la réalité : pour le psychanalyste Jacques Lacan, "le réel, c'est quand on se cogne".

A cette aune, la France se sera plusieurs fois sévèrement cognée dans le dur en 2012 : celui d'une violence bestiale à l'état brut à Toulouse ; d'un climat d'insécurité totale à Marseille ; d'une sous-compétitivité fatale à Aulnay ou Grandange ; d'une rivalité ingérable au siège de l'UMP à Paris. Une vraie partie de billard dans laquelle les boules sont venues s'entrechoquer entre elles dans un fracas médiatique quasi permanent. Laissant la société française quelque peu abasourdie par ce qu'elle voyait. D'où cette question revenant comme un leitmotiv dans les conversations. "Mais dans quel pays vivons-nous ?"

La formulation exprime à la fois l'incrédulité des Français face à ces événements qui signent une régression manifeste d'un pays – le leur – et qu'ils peinent désormais à reconnaître, mais aussi leur volonté de mieux le comprendre en le redéfinissant.

Malheureusement, force est de constater que ceux qui devraient aider la population à s'y retrouver – et qui sont par fonction les politiques, les médias, les intellectuels – n'ont pas franchement réussi jusqu'ici à mettre les mots justes et éclairants sur ces événements. Dommage car il y a sûrement aussi à l'inverse des raisons d'espérer, des contre-chocs positifs à faire ressortir du chaos de l'actualité.

2012, le grand carambolage de chocs

"On n'a jamais autant parlé de chocs que ces derniers mois. Une véritable épidémie. Tout le monde veut son choc. Nous vivons à nouveau le temps du "choquisme", celui que déplorait déjà Gaston Bachelard", se désole Dominique Lecourt, philosophe, directeur de l'institut Diderot. Qu'elle paraît loin la période où un choc unique suffisait à rythmer le temps présent de façon simple et lisible ! Sur le plan international, l'année 1973 fut définitivement l'année du premier choc pétrolier, l'année 1989 celle de la chute du mur de Berlin, 2001 des Twin Towers.

Et 2012 ? Il serait bien difficile de lui accoler un événement unique, surtout si on réduit la focale aux affaires franco-françaises. La tranquille alternance politique entre Sarkozy et Hollande a certes été marquante mais elle n'a pas les caractéristiques principales d'un "choc" : survenir par surprise, créer des points d'impact forts dans la psychologie collective ou les structures ; avoir des effets déstabilisants durables sur le mode du "plus rien ne sera comme avant".

A cette aune ,pas de grand choc en 2012 mais un multitude de chocs d'intensités fortes : un vrai carambolage ! C'est en grande partie le produit de médias de plus en plus omniprésents qui imposent une nouvelle loi d'attraction universelle basée sur l'émotion et le sensationnel et non plus sur la raison et la pondération. "Dans un contexte de concurrence exacerbée, la course à l'audience aboutit à une dramatisation permanente au risque de ne plus distinguer l'accessoire de l'essentiel", explique Dominique Wolton, directeur de l'Institut des sciences de la communication du CNRS. Une tendance amplifiée par le développement des chaînes d'informations en live.

"Avec ces nouvelles formes de couverture de l'actualité se construit une continuité de chocs dans laquelle le public est invité à passer sans relâche d'un point à l'autre. On peut presque parler de choc permanent, si les deux termes n'étaient pas antinomiques", analyse Robert Zarader, PDG de l'agence de communication Equancy-Coe. Pour le sociologue Michel Maffesoli, ces chocs captés par les médias sont la partie émergée d'évolutions souterraines.

"Nous vivons un changement de paradigme, le passage de la modernité à la post-modernité. La mutation qui s'opère dans la tête des gens est fondamentale et les faits marquants de l'actualité peuvent nous aider parfois à la discerner", explique l'expert. Bernard Stiegler, philosophe et directeur de l'Institut de recherche et d'innovation (IRI) au sein du Centre Beaubourg, propose de distinguer les chocs qui s'inscrivent dans la continuité d'une réaction en chaîne à la crise et ceux qui manifestent la mutation profonde du système, les deux niveaux se combinant.

Aulnay, Toulouse, Marseille et les autres... : à chaque fois, des questions spécifiques

“Un des moments importants de l’année 2012 a été la rafale de plans sociaux au cours de l’été avec comme double symbole Aulnay et Alcatel, ce dernier montrant qu’avec les restructurations, les ingénieurs peuvent aussi être mis au tapis. Les indicateurs de pessimisme économique sont au plafond, avec la prise de conscience que l’alternance politique n’engendre pas une politique économique fondamentalement plus efficace. Mais pour l’heure, ce qui domine c’est la résignation, les signes d’une mobilisation sociale ou même d’une radicalisation apparaissant ténus, excepté une crispation identitaire dans certaines couches de la population”, analyse Brice Teinturier, délégué général chez Ispos.

Un choc chasse l’autre : la dramatisation opérée par les médias a pour effet paradoxal de mettre les événements à fort retentissement sur le même plan. Une confusion qui brouille leur compréhension. “Chaque fait est un cas d’espèce et soulève des questions spécifiques. La crise de l’UMP interroge l’incapacité d’acteurs politiques de premier plan à contenir leur rivalité, Marseille le rapport de la France à son histoire et à sa multidiversité, Aulnay l’impuissance des élites industrielles à gérer les évolutions de la mondialisation, etc.”, analyse Dominique Wolton.

Dominique Lecourt développe un autre point de vue : “Toulouse illustre la flambée intégriste musulmane. Mais cette dernière ne doit pas faire oublier les autres flambées intégristes. Marseille – et Ajaccio – montrent les méfaits de la perte de substance de l’Etat ; Aulnay – et Grandange – la confirmation qu’il n’y a pas de mondialisation heureuse. Quant au duel Copé-Fillon, le plus frappant est la réduction de la politique à un jeu d’ambitions personnelles. Tout d’un coup, la politique semble avoir perdu son ressort spirituel. L’ambition n’est certes franchement pas nouvelle mais jusqu’ici les acteurs s’efforçaient de la masquer quelque peu en mettant en avant des justifications plus nobles.”

La vraie nouveauté serait donc que ce spectacle-là soit donné en pleine lumière et non pas contenu dans les coulisses de la conquête du pouvoir. Hervé Juvin, consultant, président d’Eurogroup Institute, risque pour sa part une autre interprétation. “La crise de l’UMP traduit la crise de gouvernance des institutions centralisées tournant autour d’un chef unique. Quant à Toulouse, et même si c’est politiquement incorrect de le dire, on n’est pas dans un fait divers isolé mais sur des problèmes de confrontation que l’on n’évitera pas avec un pouvoir islamiste radical qui contrôle une partie du territoire.”

“Le mot choc suppose un dualisme sommaire où la société française se voit divisée en deux clans telles des factions quasiment irréconciliables. Il est le reflet d’un clivage propre à la France : scissions entre riches et pauvres, entre laïques et religieux, entre travailleurs acharnés et chômeurs, entre seniors et jeunes...”, analyse Jeanne Bordeau, à la tête de l’Insitut de la qualité d’expression.

La responsabilité de l’anomisation

Au-delà de leurs spécificités, que nous apprennent ces chocs sur le pays et que révèlent leur perception sur l’état d’esprit de ses habitants ? Il est tentant de leur chercher un dénominateur commun en ayant conscience toutefois des limites de la démarche, aucun deus machina ne tirant naturellement les ficelles d’événements aussi disparates. Force est toutefois de constater que chacun d’entre eux touche à un symbole fort ou emblématique – les enfants dans une école, les ouvriers de l’automobile ou les sidérurgistes, les dirigeants politiques... Mais il y a plus : dans la plupart des cas, les événements choquent parce qu’ils sortent du cadre habituel. Autrement dit : “les limites sont dépassées”. C’est évident pour Toulouse mais c’est aussi vrai pour Marseille et dans une moindre mesure pour la crise à l’UMP, cette dernière s’éternisant par la faute d’acteurs incroyablement intransigeants. Cela révèle des individus qui n’hésitent plus à “passer à l’acte” et qui règlent leurs comptes en allant directement à l’agression.

“La gradation habituelle – trait de notre civilité – qui nous fait habituellement hésiter à passer de l’expression d’un désaccord au conflit puis éventuellement à l’affrontement et enfin à l’agression ne fonctionne plus. C’est la montée directe aux extrêmes”, analyse un psychiatre. Explication plausible qui renvoie à l’état d’anomisation de la société. Le criminologue Alain Baeur remet à l’honneur ce concept de la sociologie durkheimienne pour éclairer l’actualité.

“L’anomie caractérise la situation où se trouvent les individus lorsque les règles sociales qui guident leurs conduites et leurs aspirations perdent leur pouvoir ou lorsque l’individu ne se réfère plus qu’à une échelle de valeur personnelle ou d’un sous-groupe.” En même temps, l’existence de ces chocs fait apparaître une société qui n’est plus “sous contrôle”. Les mécanismes de surveillance qui en général parviennent à circonscrire les dangers ne fonctionnent plus.

“Dans l’affaire Merah, les services de base de renseignements ont fait leur travail mais l’information n’a pas été analysée correctement par les échelons supérieurs. La défaillance est ici d’ordre culturel : le dispositif de surveillance n’arrive pas à prendre en compte les évolutions – ici l’existence de personnalités hybrides – mi-criminelles, mi-terroristes -, alors qu’il a toutes les données en main”, illustre Alain Bauer.

L’impact dévastateur sur les valeurs

Au niveau sociétal, ces événements choquent parce qu’ils viennent contredire les valeurs qui fondent notre modernité : la raison, le progrès, le contrat. Ils marquent à cet égard une régression, d’où leur retentissement dans la psychologie collective. La raison est mise en échec et c’est l’idée même de progrès qui semble définitivement mise à bas. Quant aux contrats qui fondent la cohabitation entre les individus, la crise les rend on ne peut plus fragiles.

“On est passé d’une société “centripète” – c’est-à-dire qui parvenait à intégrer et à remédier aux difficultés des plus faibles – à une société “centrifuge” qui exclut et qui marginalise”, pointe Gérard Mermet, sociologue, et auteur de Francoscopie 2013. Or ceux qui n’arrivent plus à suivre et les laissés-pour-compte sont de plus en plus nombreux. Symptomatique : jamais on a autant parlé de pauvreté qu’en cette fin d’année 2012. Selon les dernières statistiques, en 2010, 14,1 % de la population vivait sous le seuil de pauvreté (moins de 60 % du revenu médian), contre 13,5 % en 2009, soit 400 000 nouveaux pauvres.

Et un sondage révèle que pas moins de 48 % des personnes interrogées se déclarent “pauvres” ou “en train de le devenir” en raison notamment de la crise. Dans son essai La crise qui vient, Laurent Davezies explique que les plus grosses difficultés vont concerner 20 % de la population qui habite les territoires les plus sinistrés. “On est dans un moment de visibilité minimale et de risque maximal”, reprend Gérard Mermet.

Pare-chocs nécessaires et possibles

Dans un tel contexte, la nécessité d’avoir des médiateurs capables à la fois de mettre des mots sur la réalité et d’indiquer un chemin d’espérance se fait de plus en plus pressante. Or politiques, médias ou intellectuels manifestement font défaut. “Les politiques ajoutent de l’incertain à l’incertain du fait de l’absence de ligne directrice. Résultat : ce sont les réponses simplistes qui recueillent l’adhésion”, se désole Robert Zarader. “Les politiques sont obnubilés par les grands schémas du passé et ils échouent à cerner ce qui est en train de naître. D’où ce catastrophisme ambiant”, renchérit Michel Maffesoli.

“Avec 32 % des Français qui partagent ses idées, le Front national est devenu le premier parti de France. Cela n’a rien d’étonnant car les Français considèrent que la gauche et la droite n’ont aucune vision et qu’ils ne comprennent rien. Et le pire est que l’on peut difficilement leur donner tort”, s’alarme pour sa part Bernard Stiegler. Les médias ne sont pas en reste. “Ils ont tendance à renforcer les stéréotypes”, regrette Dominique Wolton. Comment sur de telles bases opérer les contre-chocs nécessaires au redressement : choc de solidarité, de compétitivité, de confiance ?

“Nous affrontons une crise d’intelligibilité du monde. La fonction majeure d’un dirigeant politique – comme d’un dirigeant d’entreprise – est de donner à tous les moyens de comprendre ce qui se passe. Or actuellement, les politiques ne donnent pas les clés rendant intelligible la situation : voilà ce qui se passe, voilà les intérêts du pays, et voilà pourquoi nous agissons ainsi. Il y a un vrai déficit politique”, déplore Hervé Juvin. Le désarroi de l’opinion est accru par la perception d’une accélération du temps. “La vitesse extrême du changement tétanise la population qui n’arrive pas à penser dans un tel rapport à la vitesse. La reprise en main doit venir des politiques qui devraient tenir “l’agenda””, reprend Bernard Stiegler.

“S’ils proposaient un récit vraisemblable de l’avenir – au lieu de toujours promettre “le bout du tunnel” pour le lendemain -, les politiques pourraient susciter l’adhésion”, se persuade Thierry Puech, directeur général d’Alternatives économiques, lors du colloque Les états de la France organisé par le Cese (Conseil économique, social et environnemental). Encore faut-il que la France ne sombre pas dans des formes nouvelles d’obscurantisme.

“La République française n’est pas elle-même sans cette référence à la valeur émancipatrice de la connaissance. Dépêchons-nous de tourner ce grotesque buzz autour de la fin du monde, véritable injure à l’intelligence”, s’impatiente Dominique Lecourt. Gérard Mermet ne dit pas autre chose : “La société française est “titanisée”. Tout un chacun a conscience que l’iceberg, devant nous, se rapproche à grande vitesse avec l’envie de continuer à danser sur le pont du navire tant que c’est encore possible...” 2012, encore une année, Monsieur le bourreau !

Par Philippe Plassart

Publié le 18/12/2012